

PROGRAMME TEMPUS DE L'UE

Le projet «Abdem» en débat à Sétif

L'université Mohamed-Lamine-Debaghine (Sétif 2) accueille depuis hier, et durant deux jours, une rencontre internationale sur les droits de l'Homme et l'enseignement supérieur.

Ce rendez-vous universitaire, intitulé Abdem, entre dans le cadre du projet interuniversitaire pour contribuer à la modernisation de l'enseignement supérieur au Maghreb par l'intégration de l'approche basée sur les droits de l'Homme (ABDH) dans les études universitaires de droit, travail, social, de l'éducation et de l'économie.

Ce projet financé par le programme Tempus de l'Union européenne se propose de contribuer à une réforme des programmes de l'enseignement supérieur dans la région du Maghreb en introduisant l'approche basée sur les droits de l'Homme, telle que préconisée par le Programme mondial pour l'éducation des droits de l'homme des Nations-Unies, dont la phase 2 se concentre précisément sur l'enseignement supérieur.

L'introduction de l'ABDH implique non seulement un changement dans le contenu de la formation et de la recherche, mais aussi dans la gouvernance et la culture des universités. Le programme Tempus promeut la coopération institutionnelle se focalisant sur la réforme et la

modernisation des systèmes d'enseignement supérieur des pays partenaires.

Une soixantaine d'universitaires et d'experts en droit de ces institutions de l'enseignement supérieur prennent part, au niveau de l'université Mohamed-Lamine-Debaghine de Sétif, à cette rencontre pour débattre de «la situation et des défis présents», de «la formation des formateurs» et de «la création de master inter-universités autour de l'approche basée sur les droits dans les politiques publiques».

«La Commission européenne considère que l'enseignement supérieur constitue une priorité importante pour ses activités de coopération avec ses pays voisins. L'axe principal du programme Tempus tourne autour de la coopération entre des institutions d'enseignement supérieur. Ce programme existe depuis 22 ans et il a donné des résultats significatifs depuis sa création en 1990. Sur la base de cet impact positif, la Commission européenne a proposé un nouveau programme d'éducation (2014-2020) appelé Erasmus+,

inscrit dans les stratégies Europe 2020, Éducation et Formation 2020 et Rethinking Europe. Ce programme Erasmus+ regroupe l'ensemble des programmes actuels de l'UE en faveur de l'éducation, de la formation, de la jeunesse et des sports et il comprend également les activités d'enseignement supérieur telles que celles de Tempus. Parmi les 27 pays non européens participant au programme Tempus, 10 font partie du sud de la Méditerranée, devenant ainsi la région principale du programme. Ces pays ont toujours été des partenaires importants de l'UE, car il y a une longue tradition des relations historiques, culturelles et commerciales à travers la Méditerranée. A cet effet, la mission du Consortium Abdem comme groupe d'institutions universitaires, est celle de répondre aux objectifs du programme européen Tempus de la Commission européenne par la formulation et l'exécution d'un programme pour l'enrichissement des programmes d'enseignement supérieur dans la région du Maghreb.

Il s'agit de mettre en commun la connaissance et l'expérience professionnelles et scientifiques de tous les partenaires afin d'ap-

prendre et d'améliorer ensemble la gouvernance de nos universités, les environnements d'apprentissage et les contenus et les méthodologies d'enseignement-apprentissage notamment ceux des études de droit, travail social, sciences de l'information et sciences de l'éducation», a affirmé Ana Vega Gutierrez, coordinatrice générale d'Abdem et directrice de la Chaire Unesco de l'université de La Rioja.

Partant de ces faits, ce projet propose de contribuer à une réforme des programmes d'enseignement dans la région du Maghreb en introduisant l'approche basée sur les droits de l'Homme. Cette approche – très neuve dans presque tous les pays – introduira un changement fondamental dans l'institution universitaire. Comme le signale le Programme mondial en faveur de l'éducation aux droits de l'Homme, cette approche prévoit à la fois une «éducation à travers les droits de l'homme» (où l'on assure que tous les éléments et processus d'éducation — notamment les programmes, matériaux, méthodes et formations – sont bien propices à l'apprentissage des droits de l'homme, et «les droits de l'Homme dans l'éduca-

tion» (où l'on s'assure que les droits de tous les membres de la communauté universitaire : enseignants et étudiants, sont bien respectés).

Notons que le projet Abdem, présidé par l'université de La Rioja (Espagne) et coordonné, au niveau maghrébin, par l'université Mohamed-Lamine-Debaghine, associe également l'université italienne de Bergame, ainsi que les universités espagnoles de Zaragoza, Estremadura et de La Corogne, britannique de Westminster, l'Ecole nationale supérieure des sciences politiques d'Alger, deux universités marocaines et deux universités tunisiennes.

«Destiné pour le Maghreb, a priori, ce projet sera une occasion de mettre en relief les points forts de chaque institution dans le domaine des droits de l'Homme, autant pour l'Algérie que pour la Tunisie et le Maroc, mais aussi de mesurer le degré d'incompatibilité entre l'arsenal juridique déjà mis en place et les pratiques réelles de son exécution sur le terrain», a déclaré M^{me} Naouel Abdellatif-Mami, coordinatrice d'Abdem pour la région du Maghreb et vice-recteur chargée des relations extérieures de l'Université de Sétif 2.

Imed Sellami

FONDS DE PENSION ALIMENTAIRE AUX FEMMES DIVORCÉES

Début du recensement à Constantine

La mise en application de la loi portant création du Fonds de pension alimentaire au profit des femmes divorcées ayant la garde de leurs enfants a débuté, à Constantine, par le recensement des concernées, a-t-on appris, lundi, auprès de la Direction de l'action sociale (DAS).

Le responsable de la cellule de communication de cette structure, Lamine Rehaïlia, a rappelé, dans un entretien à l'APS, que cette mesure décidée par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, pour venir en aide aux femmes rencontrant des difficultés à recouvrer leur pension, vise à préserver la dignité des femmes divorcées et celle de leurs enfants.

Ce fonds vise également à prémunir les femmes divorcées à recourir à des moyens illégaux ou contraires à la morale pour subvenir aux besoins de leurs enfants.

Cette aide est sujette à la formulation d'une demande à déposer par les concernées auprès du juge chargé des affaires familiales, a précisé M. Rehaïlia.

APS

FORMATION PROFESSIONNELLE À GUELMA

1 255 postes de formation dans l'agriculture, le bâtiment et les travaux publics

Au cours de la cérémonie de lancement officiel de la rentrée 2015 de la formation professionnelle, organisée dimanche matin à Guelma, le premier responsable local du secteur a passé en revue les nouveautés de son département, dans la wilaya de Guelma et les préparatifs prévus pour cette session.

Selon Ahmed Benmarce, 624 postes de formation dans le domaine de l'agriculture et 631 pour le bâtiment et les travaux publics seront offerts aux nouveaux inscrits pour cette année.

De même, il a été décidé de s'appuyer sur une large concertation, en associant notamment le secteur privé. Les opérateurs

économiques de Guelma ont été invités à gonfler leurs besoins, à s'impliquer dans la définition des programmes d'enseignement et à employer des stagiaires en alternance. Des conventions de coopération ont été signées entre les deux parties, en présence du wali de Guelma. Selon le directeur de wilaya du secteur de la formation professionnelle, «cette démarche est basée sur les exigences du marché du travail, pour relancer la compétitivité des entreprises et pour la création d'emplois dans la région de Guelma».

Dans le but de minimiser le taux plus ou moins important de la réticence des jeunes pour certaines spécialités, le directeur de la formation professionnelle de la wilaya de Guelma a fait savoir qu'il a été procédé à

des campagnes de sensibilisation destinées aux jeunes apprentis, et ce, dans les spécialités prioritaires. L'objectif étant de favoriser un accès équilibré aux différentes filières, pour créer des métiers en adéquation avec les besoins du marché du travail, a-t-il souligné. «Afin de faciliter l'accès au marché de l'emploi pour les jeunes de la wilaya de Guelma, le secteur de la formation professionnelle s'est engagée à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer une formation de qualité aux jeunes», indique-t-on de même source.

A noter, enfin, que le secteur compte actuellement 230 formateurs, répartis sur 14 centres, dont un INSFP (Institut national spécialisé en formation professionnelle).

Noureddine Guergour

MILA

La «capitale» de l'eau en panne sèche depuis plus de 10 jours !

Mila et plusieurs autres communes du nord de la wilaya, alimentées à partir du barrage de Béni Haroun, vivent depuis plus de 10 jours maintenant, une panne sèche d'eau potable et une pénurie carrément intenable pour le commun des usagers !

Malgré le manteau blanc qui couvre toutes les montagnes, malgré les trombes d'eau qui ne cessent de se déverser depuis des semaines sur toute la région, malgré le milliard de

mètres cubes d'eau stocké au niveau du plus grand ouvrage hydraulique d'Algérie, malgré la présence de centaines de cadres, d'agents de maîtrise et d'ouvriers recrutés et payés par

différents organismes du secteur de l'eau, Mila et toute la partie nord de la wilaya vivent une situation dramatique et insupportable d'alimentation en eau potable, et ce, à cause de problèmes récurrents de glissements de terrain, du côté de Lemkhaouad, avec pour conséquences, des ruptures de la conduite principale provenant de la station de traitement de

Aïn Tine et alimentant toute cette partie de la wilaya, en plusieurs endroits différents.

Le hic est que ce problème persiste depuis l'avènement de Béni Haroun, inauguré en grande pompe par le président de la République, en 2007, avec promesse d'éradiquer toute forme de pénurie d'eau dans la région !

Abdelmadjid M'haimoud